

PRÉFACE

Valéry Giscard d'Estaing, l'ENA et l'administration

Hommage au Président Valéry Giscard d'Estaing (1926-2020) - Europe, 1951



Par **Patrick Gérard** - *Directeur de l'ENA.*

Valéry Giscard d'Estaing (ENA promotion Europe, 1951) appartenait à la génération des hommes politiques dont les convictions se forgèrent à l'épreuve de la seconde guerre mondiale. Sa disparition ravive le souvenir des réformes renforçant les droits et la protection des libertés que notre pays lui doit, qu'il s'agisse notamment de l'avènement du divorce par consentement mutuel, de la loi dépénalisant l'avortement, de l'abaissement de la majorité civile de

21 à 18 ans ou encore de la création de la CNIL. Ces mesures transformèrent en profondeur notre société et concoururent à lui donner le visage qui est encore le sien. Aujourd'hui, Patrick Gérard, Directeur de l'ENA, lui rend hommage.

Daniel Keller, Président de l'AAEENA

Le 1^{er} janvier 1949 Valéry Giscard d'Estaing, diplômé de l'Ecole Polytechnique, devient élève de l'ENA. En effet un décret du 19 juillet 1948, modifiant le régime d'entrée à l'ENA, permet désormais au président du Conseil des ministres d'ouvrir chaque année un « accès direct à l'Ecole nationale d'administration » par arrêté publié avant la fin des épreuves de sortie de l'Ecole polytechnique « soit à un, soit à deux élèves de cette école qui seront classés dans le premier cinquième de leur promotion¹ » ; une disposition de ce décret précise que parmi les postulants, les futurs élèves de l'ENA devront être choisis « suivant l'ordre de classement à l'examen de sortie de l'école polytechnique » et seront affectés « sur leur demande, à la section d'administration économique et financière ou à la

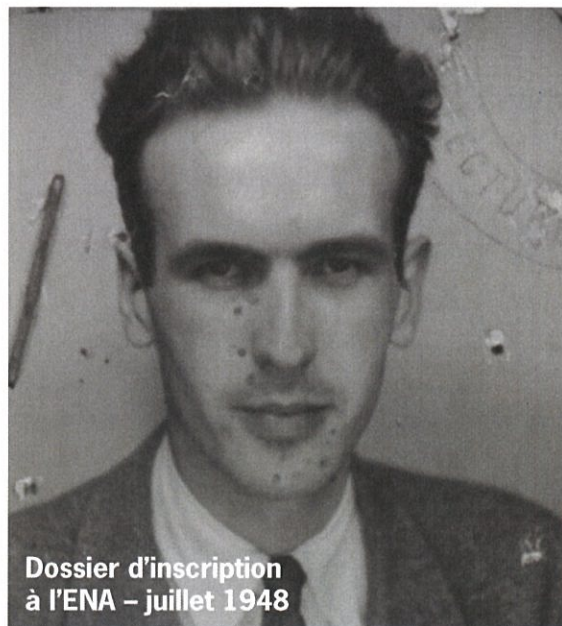
section d'administration sociale » de l'ENA². La création de cet accès direct, réclamée avec insistance par le général Brisac, commandant de l'Ecole polytechnique³, a reçu le soutien du gouvernement et a été soumise au conseil d'administration de l'ENA qui en a débattu à trois reprises : le 2 février 1946 (avis négatif), le 6 avril 1946 (avis réservé) et enfin le 3 juillet 1948 (avis positif). Le décret peut être signé par le président du Conseil Robert Schuman le 19 juillet. En application de ce décret, un arrêté du même jour offre aux diplômés de l'Ecole polytechnique de l'année 1948 « un poste d'élève à l'école nationale administration⁴ ».

A l'issue du classement de l'Ecole polytechnique, l'élève Giscard d'Estaing, qui depuis le début de l'année 1948 songe à une réorientation, a

formulé trois vœux : « 1/ Ecole d'administration ; 2/ Ingénieur des Ponts et Chaussées (en métropole) ; 3/ Ingénieur militaire de l'Air⁵ ». Le 4 août 1948, il est convoqué par le directeur de l'ENA, Henri Bourdeau de Fontenay, qui adresse ensuite une note au directeur des études : « Ce garçon m'a fait une excellente impression. Lieutenant au 2^{ème} dragons, Croix de Guerre, il a fait partie de la 1^{ère} armée pendant les campagnes de la Libération. Il connaît l'allemand et l'anglais, a fait sa première année de licence en droit et la seconde, sans le certificat. Il a fait également un peu d'économie politique. J'ai donc demandé à Giscard d'Estaing de retarder son départ de vacances jusqu'au début de septembre et de venir vous voir dès votre retour pour que vous puissiez lui donner un programme de travail⁶ ». Lors de son entretien avec le directeur de l'Ecole, le polytechnicien a exprimé le souhait d'être affecté à la section d'administration économique et financière. Valéry Giscard d'Estaing est nommé élève de l'ENA par arrêté du 29 septembre 1948 et devient ainsi le premier élève diplômé de l'Ecole Polytechnique à intégrer directement l'ENA.

Rattaché à la promotion débutant sa scolarité en janvier 1949, il doit patienter pendant trois mois, le temps que se déroulent les concours de l'ENA de l'année 1948 ; il part visiter, tout en travaillant, New York puis Montréal et Toronto. A son retour, il prend connaissance de la composition de sa promotion, la septième depuis la création de l'Ecole le 9 octobre 1945. Elle ne compte que 36 lauréats car le jury, présidé par Léon Julliot de la Morandière, doyen de la Faculté de droit de Paris, n'a pas pourvu les 46 places offertes aux deux concours. Parmi les reçus, André Chandernagor (major du concours interne), François Giscard d'Estaing (son cousin), Marceau Long, Emmanuel de Margerie, Michel Massenet (major du concours externe). Jeanne Moevus est la seule femme de cette promotion qui

Valéry Giscard
d'Estaing devient
le premier élève
diplômé de l'Ecole
Polytechnique à
intégrer directement
l'ENA



Dossier d'inscription
à l'ENA – juillet 1948

commence sa scolarité le 3 janvier 1949 lors d'une « séance de réception solennelle » ouverte par le président René Cassin. Les nouveaux élèves sont invités à choisir le nom de leur promotion. Depuis le 17 mars 1948 (traité de Bruxelles instituant l'Union de l'Europe occidentale), la réflexion sur la construction européenne est bien engagée et le Congrès de la Haye (mai 1948) a lancé le processus qui aboutira à la création du Conseil de l'Europe. Alors que les relations internationales sont marquées par « la guerre froide », les 756 candidats aux deux concours ont planché sur le même sujet de première épreuve d'admissibilité « Quel rôle demeure réservé à l'Europe dans le développement de la civilisation mondiale ? » Il n'est donc pas surprenant que cette promotion décide de s'appeler « Europe » ; les trente-sept élèves ont d'abord partagé leurs suffrages entre « Europe libérée », « Europe libre » et « Europe de l'Ouest », puis le retrait de tout mot supplémentaire a permis

PRÉFACE

le consensus⁷. Après trois semaines de scolarité, les élèves partent en « stage de dépaysement » le 25 janvier 1949. Avec deux autres de ses camarades, Jeanne Moevus et André Chafanel, le jeune Giscard d'Estaing a été affecté par Pierre Racine, directeur des stages, auprès du haut-commissaire de France à Sarrebruck Gilbert Grandval. Le directeur des stages vient leur rendre visite le 8 juillet et constate « *sa valeur, sa maturité remarquable, l'aisance de son comportement aussi bien intellectuel que personnel*⁸ ». De fait, la présence de Valéry Giscard d'Estaing, seul à ne pas être issu du concours, ne cesse d'intriguer ; il n'est pas sur la photo de la promotion Europe. De plus, la

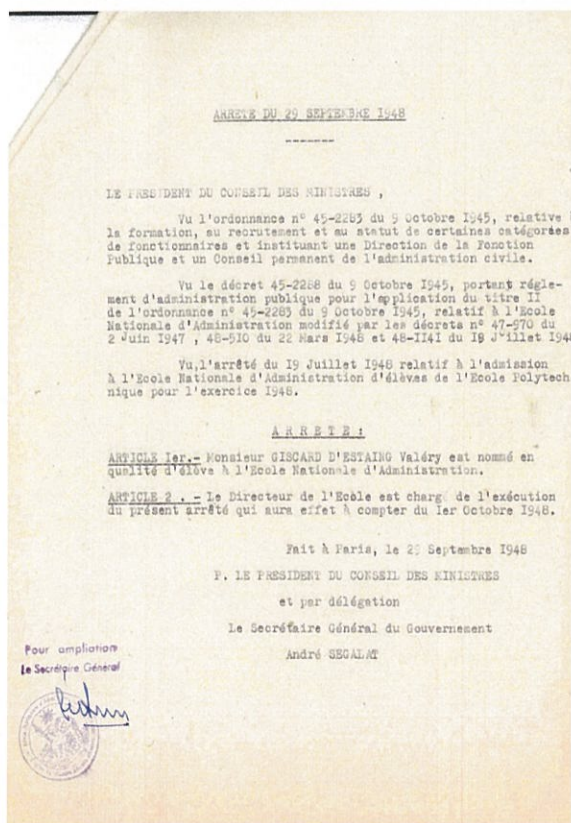
La présence de Valéry Giscard d'Estaing, seul à ne pas être issu du concours, ne cesse d'intriguer ; il n'est pas sur la photo de la promotion Europe

question de l'admission directe des polytechniciens revient à l'ordre du jour du conseil d'administration le 17 septembre 1949, car l'élève de l'X retenu pour la promotion suivante, M. Vicart, a renoncé au dernier moment à l'ENA et a préféré une affectation dans l'administration des Tabacs.

Le directeur de l'Ecole refuse cependant de remettre en cause l'accès direct car « *l'élève sorti de Polytechnique l'année dernière et actuellement en stage en Sarre est particulièrement brillant, c'est un des élèves les plus intelligents et les plus consciencieux de sa*

*promotion*⁹ ». Valéry Giscard d'Estaing obtiendra en effet la meilleure note de stage de sa promotion : 19/20.

La deuxième année (1950), passée rue des Saints-Pères, est consacrée aux enseignements et aux « exercices pratiques et techniques¹⁰ ». Les élèves de la promotion Europe écoutent les leçons de leurs professeurs Pierre Mendès-France, Jean Fourastié, Louis Armand, Maurice Lauré, Pierre Laroque - que Valéry Giscard d'Estaing préfère à tous les autres et trouve « *particulièrement convainquant*¹¹ ». Il regrettera plus tard que dans plusieurs cours « *la planification, alors à la mode, n'était conçue qu'à la manière soviétique*¹² ». Bien que très assidu, l'ancien lycéen qui avait quitté sa classe préparatoire du lycée Louis-Le-Grand pour s'engager dans la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny, pense probablement que la formation manque de rythme et d'intensité. C'est le sentiment qu'il donne à plusieurs de ses camarades qui le considèrent cependant comme l'un des éléments les plus brillants de leur promotion, avec Marceau Long. Les élèves de la section d'administration économique et financière l'élisent délégué de cette section, alors qu'il n'était pas candidat ! Le 20 mai, la promotion est invitée au bal annuel des anciens élèves au palais du Louvre (ministère des Finances), en présence du





**Venue à l'ENA à
Strasbourg aux côtés
du directeur de l'ENA
Raymond-François
Le Bris – 13 juin 1996**

président de la République Vincent Auriol et du ministre Maurice Petsche : chacune de ces deux hautes personnalités n'imagine sans doute pas que l'un de ses successeurs est présent.

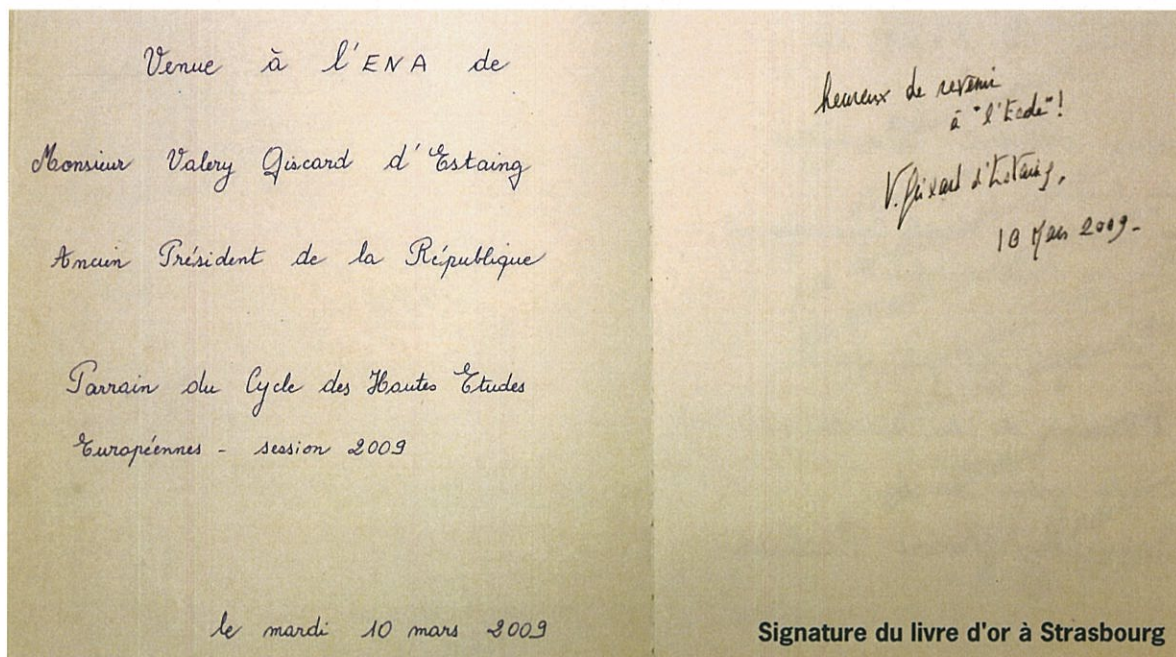
Le 20 juin, à l'invitation du général Koenig, les élèves ravivent la flamme à l'Arc de triomphe. En juin, le président Auriol visite l'ENA. A l'évidence, c'est à l'ENA que se confirme l'intérêt de Valéry Giscard d'Estaing pour les questions politiques. L'un de ses condisciples, Roger Vigne, ancien instituteur en Corrèze, déclare à sa famille à propos de son camarade polytechnicien : « il sera Premier ministre ».

Valéry Giscard d'Estaing répond positivement à l'offre faite à deux élèves de l'Ecole de passer une partie de l'été à suivre des séminaires à Oxford ; il s'y rend avec Jean-Marie Mérillon.

Début septembre 1950, les enseignements reprennent, les postes offerts à la sortie sont communiqués aux élèves le 21 octobre. Au retour des vacances de Noël débutent, en janvier 1951, les épreuves de classement : le jury est présidé par

André François-Poncet, haut-commissaire de la zone d'occupation française en Allemagne. Si le sujet de la première épreuve écrite (« *Quelles réflexions vous suggérerait l'accession d'un chef d'entreprise à un poste de responsabilité administrative ?* ») ne l'inspire guère, celui de la seconde épreuve écrite convient mieux au futur ministre des finances : « *En vue de son audition par la commission des Finances de l'Assemblée nationale, le ministre des finances vous demande une note sur le concours financier apporté par l'Etat à la production industrielle et agricole* ». Pour l'épreuve d'exposé oral-conversation, il tire au sort le sujet « *Du rôle du secteur nationalisé dans l'économie française* ». Les résultats sont publiés le 21 janvier 1951 : Marceau Long est major au classement général, Valéry Giscard d'Estaing est quatrième au classement général¹³ et troisième de la section économique et financière. Le 26 janvier, lors de l'amphi-garnison, il choisit l'Inspection des finances, corps auquel appartient son père et que rejoint également son cousin François. Alors que Polytechnique n'a pas pu envoyer d'élèves à l'ENA en 1949 et 1950, trois élèves sortant de l'X en 1951 se portent candidats à l'accès direct¹⁴: le directeur des études de l'ENA, M. Bertrand, rapporte au conseil

PRÉFACE



d'administration de l'Ecole que « *le bon résultat obtenu par Valéry Giscard d'Estaing joue un grand rôle et exerce une influence non négligeable sur l'esprit des jeunes polytechniciens*¹⁵ ».

La scolarité, qui dure alors trois ans, n'est pas achevée : la dernière année comporte un stage « entreprise » et un stage administratif dit « d'application ». Valéry Giscard d'Estaing effectue le premier à la Banque de France, alors gouvernée par Wilfrid Baumgartner, le second rue de Rivoli, au service des études économiques et financières où il rencontre Jean Sérisé (promotion France Combattante).

En décembre 1951, la réception d'adieu aux élèves de la promotion « Europe » offerte par le directeur de l'Ecole est honorée des présences du président Cassin et du sénateur Michel Debré, fondateur de l'ENA. Valéry Giscard d'Estaing entre à l'Inspection générale des finances le 1^{er} janvier 1952 en qualité d'inspecteur adjoint ; il effectue sa « tournée » dans différents départements métropolitains et en Algérie. Il quitte l'Inspection en février 1955 pour devenir

directeur de cabinet-adjoint du président du Conseil Edgar Faure¹⁶.

Le 2 janvier 1956, après la dissolution de l'Assemblée nationale, Valéry Giscard d'Estaing est élu député du Puy-de-Dôme et devient le premier ancien élève de l'ENA élu parlementaire. Il s'inscrit au groupe des indépendants et paysans. Réélu en novembre 1958 député de la Cinquième République naissante, il voit arriver sur les bancs du Palais-Bourbon son camarade de promotion André Chandernagor, élu député de la Creuse, qui s'inscrit au groupe socialiste. Et dire qu'à l'époque certains observateurs affirmaient déjà que les énarques pensent tous la même chose !

Cependant Valéry Giscard d'Estaing quitte l'Assemblée nationale en janvier 1959. Alors qu'il n'a pas encore 33 ans, il est nommé secrétaire d'Etat aux Finances par le général de Gaulle et son Premier ministre Michel Debré : ainsi les deux fondateurs de l'ENA font, pour la première fois, entrer au gouvernement un ancien élève de « leur » école. Valéry Giscard d'Estaing, élève de la septième

promotion, siègera donc au Conseil des ministres avant ses camarades de la première promotion « France combattante » – Alain Peyrefitte (nommé secrétaire d'Etat en avril 1962), Yves Guéna (nommé ministre en mai 1968), Jacques Duhamel (nommé ministre en mai 1969). Au ministère des finances, le secrétaire d'Etat est placé sous l'autorité des ministres Antoine Pinay puis Wilfrid Baumgartner, auprès duquel il avait été stagiaire ENA en 1951 et qu'il remplacera lorsqu'il sera promu ministre en janvier 1962 ; il appelle à son cabinet son camarade de promotion Philippe Dargent, inspecteur des finances. Il quitte le gouvernement en janvier 1966 et réintègre l'Inspection des finances. Réélu député en 1967 et en 1968, Valéry Giscard d'Estaing retrouve, en juin 1969, les fonctions de ministre de l'économie et des finances, qu'il conserve pendant la totalité du mandat du président Georges Pompidou ; il nomme Jacques Calvet (promotion France-Afrique) à la direction de son cabinet. Il confiera plus tard avoir passé rue de Rivoli les années les plus heureuses de sa vie.

En avril 1974, après le décès du président Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing se porte candidat à l'élection présidentielle. Il n'est pas le premier ancien élève de l'ENA à se présenter à cette élection : Michel Rocard (promotion Dix-Huit Juin) l'a été en 1969. Son élection, le 19 mai 1974, fait de lui le premier ancien élève de l'ENA président de la République¹⁷ - et en même temps le dernier polytechnicien à ce jour¹⁸. L'un des premiers actes d'un président est de nommer le chef du gouvernement : il choisit Jacques Chirac (promotion Vauban), qui devient le premier Premier ministre ancien élève de l'ENA. C'est une situation inédite, appelée à se reproduire plusieurs fois jusqu'à aujourd'hui : le duo exécutif est formé de deux anciens élèves de l'ENA. Dans le premier gouvernement du septennat, deux autres énarques

sont placés à des postes clés : Michel Poniatowski (promotion Croix de Lorraine) à l'Intérieur, Jean-Pierre Fourcade (promotion Félix Eboué) aux Finances tandis que quatre anciens élèves sont secrétaires d'Etat : Paul Granet (promotion Alexis de Tocqueville), Pierre Lelong (promotion Dix-Huit Juin), Jean-Pierre Soisson (promotion Lazare Carnot) et René Lenoir (promotion Félix Eboué)¹⁹. Plusieurs de leurs camarades feront ultérieurement partie des gouvernements de Raymond Barre : Jean-François Deniau (promotion Jean Giraudoux), Jean-Philippe Lecat (major de la promotion Saint-Just), Alain Peyrefitte, Paul Dijoud (promotion Montesquieu) notamment.

Valéry Giscard d'Estaing ouvre-t-il la voie ? Toujours est-il que c'est sous son septennat que les formations politiques lancent des énarques dans l'arène électorale : Alain Juppé (promotion Charles de Gaulle), Antoine Rufenacht (promotion Turgot), Philippe Séguin (promotion Robespierre), Jacques Toubon (promotion Stendhal) pour le RPR ; Lionel Jospin (promotion Stendhal), Laurent Fabius (promotion

François Rabelais), Alain Richard (promotion Thomas More) pour le PS ; François d'Aubert (promotion Thomas More), Hervé de Charette (promotion Montesquieu), François Léotard, (promotion François Rabelais), Gérard Longuet (promotion François Rabelais), Jacques Douffiagues (promotion Montesquieu) pour l'UDF. Pour gagner les élections législatives de 1978, et éviter une cohabitation qu'il n'écarte pas, Giscard confie la direction du Parti républicain à un secrétaire d'Etat énarque Jean-Pierre Soisson et le secrétariat général de l'UDF à un ancien collaborateur de Robert Kennedy, le polytechnicien Michel Pinton.

Aux postes les plus importants de l'administration de l'Etat, le président de la République veut « nommer

L'un de ses condisciples, Roger Vigne, ancien instituteur en Corrèze, déclare à sa famille à propos de son camarade polytechnicien : « il sera Premier ministre »

PRÉFACE

les meilleurs ». Tandis que pour les questions industrielles, les télécommunications, les transports, le programme d'indépendance nucléaire, il s'entoure de polytechniciens – André Giraud (major de la promotion X 44), Henri Martre (X 47), Pierre Richard (X 61), Lionel Stoléru (X 56) et Gérard Théry (X 52) en particulier –, c'est vers les anciens élèves de l'ENA qu'il se tourne principalement pour former ses équipes en matière politique, sociale, économique, diplomatique. Ainsi appelle-t-il successivement au secrétariat général de l'Elysée Claude Pierre-Brossolette (promotion Jean Giraudoux), Jean François-Poncet (major de la promotion Albert Thomas) et Jacques Wahl (major de la promotion Lazare Carnot) et aux fonctions de secrétaire général adjoint Yves Cannac (major de la promotion Stendhal) et François Polge de Combret (promotion Marcel Proust). Plusieurs autres énarques sont conseillers : Jean-Daniel Camus (promotion Thomas More), Jean-Pierre Dutet (promotion Dix-Huit Juin), Xavier Gouyou-Beauchamps (promotion Blaise Pascal), Gabriel Robin (promotion Albert Camus) et Olivier Fouquet (promotion Turgot). Jean Sérisé (qu'il avait rencontré lors de son stage d'application en 1951), chargé de mission auprès du président de la République, et Philippe Sauzay (promotion Saint-Just), chef de cabinet²⁰, continueront à le servir bien après son départ de l'Elysée. L'équipe du président est avertie : « *Il ne voulait pas que nous constituions le moindre commencement de quelque gouvernement bis. Il avait été très clair là-dessus*²¹ ». Un historien observera que cette « *présence massive des anciens élèves de l'ENA (...) n'est pas sans influence sur les modes de recrutements dans les cabinets (ministériels)*²² ».

L'équipe élyséenne est partiellement renouvelée après les élections législatives de 1978 avec l'arrivée notamment de Jean Riolacci (promotion Félix Eboué),

Jean-Philippe Lecat ou Alain Lamassoure (promotion Turgot) ; ce dernier conseillera encore le président un quart de siècle plus tard lorsque Valéry Giscard d'Estaing présidera la Convention européenne. De plus le président de la République nomme Marceau Long, major de sa promotion à l'ENA, aux importantes fonctions de secrétaire général du gouvernement²³. Michel Massenet, deuxième de la même promotion, est directeur général de l'administration et de la fonction publique jusqu'en 1978. Pour les relations diplomatiques, le chef de l'Etat confie notamment à deux anciens de la promotion Europe des postes d'ambassadeur alors délicats : Emmanuel de Margerie en Espagne, Jean-Marie Mérillon en Algérie.

"Le bon résultat obtenu par Valéry Giscard d'Estaing joue un grand rôle et exerce une influence non négligeable sur l'esprit des jeunes polytechniciens"

Pour la direction de l'Ecole, il choisit Pierre-Louis Blanc (promotion Félix Eboué), ancien collaborateur du général de Gaulle qui l'avait suivi dans sa retraite à Colombey : c'est la première fois qu'un ancien élève de l'Ecole est appelé à la diriger. Pierre-Louis Blanc accueillera notamment la

promotion « Voltaire » (janvier 1978-mai 1980), destinée à la célébrité. Alors que le Président inaugure les nouveaux bâtiments de l'X à Palaiseau en 1975, il n'inaugure pas ceux de l'ENA qui vient de s'installer rue de l'Université²⁴.

Chacun voit bien que si l'ENA, école d'application, est son école de raison, l'X, école de formation initiale, est son école de cœur. Et en 1977, malgré les réticences de plusieurs de ses conseillers énarques, il décide de créer dans les locaux de la Montagne Sainte-Geneviève libérés par l'X l'Institut Auguste-Comte qui a pour objectif de donner à des ingénieurs sortis de l'Ecole polytechnique et ayant acquis quelques années d'expérience professionnelle une formation en « sciences de l'action »²⁵.

Réfléchissant à l'organisation des pouvoirs, le



Promotion du Cycle des hautes études européennes parrainée par Valéry Giscard d'Estaing (aux côtés du directeur de l'ENA Bernard Boucault) – 22 janvier 2009.

président Giscard d'Estaing écrit : « *Le dépérissement de l'Etat n'aboutirait pas à l'effacement du pouvoir, mais à sa privatisation. Seul le pouvoir public nous protège de l'excès du pouvoir privé. Le constater ne doit pas nous conduire à la déification de l'Etat. Il n'est qu'un instrument au service de la nation. La substance de la France réside dans son peuple et dans son sol. L'Etat doit être conçu, administré, perfectionné en vue du service qu'il peut rendre à l'un comme à l'autre*²⁶ ».

Dans ce peuple, il y a les femmes. Le président leur donne une vraie place au gouvernement en faisant de Simone Veil la première femme ministre de plein exercice de la Cinquième République et en créant un secrétariat d'Etat chargé de la condition féminine, confié à Françoise Giroud. La loi du 10 juillet 1975 autorise les femmes à passer tous les concours de l'administration qui ne peut plus organiser des concours séparés pour les hommes

et les femmes²⁷. Le président décide de permettre aux femmes l'accession à des postes d'autorité. Le corps préfectoral accueille ainsi, en 1974, Florence Hugodot, sortie de l'ENA (promotion Simone Weil) qui devient la première sous-préfète ; le corps des commissaires de police est également ouvert aux femmes en 1974 ; il en est de même de l'Inspection générale des finances et du corps des contrôleurs d'Etat (où entre sa camarade de promotion Jeanne Moevus en 1978). Valérie André est la première femme nommée général en 1976. Yvette Chassagne (promotion Jean Moulin) est la première femme nommée directeur au ministère de la Coopération en 1975 puis conseiller-maître à la Cour des comptes en 1979²⁸. Par ailleurs, le président veut également que l'Etat cesse d'ignorer la situation des personnes handicapées, pour lesquelles la loi d'orientation du 30 juin 1975 prévoit que « *les soins, l'éducation, la formation et l'orientation professionnelle, l'emploi, la garantie d'un minimum de ressources, l'intégration*

PRÉFACE

sociale et l'accès aux sports et aux loisirs constituent une obligation nationale ».

S'agissant du sol, il demande aux administrations de l'Etat de porter, dans leurs décisions d'aménagement et d'urbanisme, une attention beaucoup plus rigoureuse à la protection des paysages, de la faune et de la flore (loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature), et en particulier au littoral (la loi du 10 juillet 1975 crée le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres). Il veut aussi donner plus de liberté aux collectivités existant sur le territoire. Ainsi la loi du 31 décembre 1975 transforme le statut de Paris, seule ville qui jusqu'alors était administrée par l'Etat et n'avait pas de maire élu ; la loi du 6 mai 1976 transforme le district de la région parisienne en région d'Ile-de-France. En outre-mer, le territoire des Comores, dont la population a été consultée par referendum en 1974, obtient son indépendance (à l'exception de Mayotte). Le président de la République charge Olivier Guichard de présider une commission de développement des responsabilités locales afin de définir « *les obstacles, de toute nature, que rencontrent les efforts de décentralisation* ». Le rapport Guichard, qui lui est remis en octobre 1976, propose de mettre fin au « *déséquilibre entre les responsabilités assumées par l'État et celles qui sont laissées à l'exercice d'autorités locales élues*²⁹ ». Donnant suite à ce rapport, le président de la République demande au gouvernement Barre de rédiger un projet de loi pour le développement des responsabilités locales : celui-ci prévoit, notamment, un fort allègement de la tutelle et l'amélioration du statut des personnels communaux. Adopté le 22 avril 1980 par le Sénat en première lecture, il ne sera pas définitivement voté avant la fin de son mandat. Mais plusieurs mesures seront reprises dans les lois Defferre de décentralisation.

L'ancien élève de l'ENA n'exige pas seulement de l'administration qu'elle soit plus attentive au peuple

et au sol, il veut aussi la « perfectionner ». Après avoir donné à l'opposition parlementaire la liberté de saisir le Conseil constitutionnel, accru la liberté des jeunes et des femmes, cassé le monopole de l'ORTF, supprimé la fixation par l'administration des tarifs des prix et des marges du commerce³⁰, le président s'attache à décrier les rapports de l'administré avec l'administration. Il estime que l'administration « *appelée à jouer un rôle moteur dans cette œuvre transformatrice, ne peut remplir correctement ce rôle qu'en se transformant elle-même*³¹ ».

Conscient que l'opinion est inquiète des risques d'atteinte aux libertés nés du développement de l'informatique, le président commande à deux membres de l'Inspection des finances, Simon Nora (promotion France combattante)³² et Alain

Minc (major de la promotion Léon Blum), un rapport sur « l'informatisation de la société » puis fait adopter la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dont l'article 1^{er} pose un principe cardinal : l'informatique « *ne doit porter atteinte ni à l'identité*

humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques ». Pour garantir cette liberté, il crée la première autorité administrative indépendante, la CNIL.

Mettant fin à la culture du secret qui imprégnait les travaux de l'administration, le principe de liberté d'accès aux documents administratifs est institué par la loi du 17 juillet 1978. Le président de la République, qui s'intéresse beaucoup à l'Histoire, fait nommer une archiviste à l'Élysée. La loi du 3 janvier 1979 donne aux administrés le droit de consulter librement les documents d'archives publiques ; pour la première fois, un président de la République fera verser ses archives et celles de ses collaborateurs aux Archives nationales. La loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre

C'est sous son septennat que les formations politiques lancent des énarques dans l'arène électorale

l'administration et le public oblige l'administration à apporter une motivation écrite aux demandes des administrés auxquelles elle apporte une réponse défavorable. La loi du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public contraint l'administration à ne plus ignorer les décisions rendues par la juridiction administrative. Au début de l'année 1981, le président présente ses vœux aux corps constitués : il insiste sur « *l'exemple que doit donner notre fonction publique en exerçant pleinement les responsabilités qui lui sont confiées : recherche de l'efficacité, recherche de l'économie -économiser- dans l'utilisation des deniers publics ; recherche de la solution au niveau où la décision doit être prise. Ce sont des comportements simples et économes que nos concitoyens attendent de leurs administrations, au moment où ils sont appelés à gérer leurs propres affaires, ou les ressources de leur propre foyer, dans des conditions plus difficiles et plus serrées.* »³³

Battu à l'élection présidentielle du 10 mai, il

organise la première passation des pouvoirs entre deux présidents de la Cinquième République en accueillant François Mitterrand à l'Élysée le 19 mai 1981 ; plusieurs rencontres ont eu lieu les jours précédents entre Jacques Wahl, secrétaire général de l'Élysée, et Pierre Bérégovoy, chef de « l'antenne présidentielle » de François Mitterrand et futur secrétaire général. Les nouveaux dirigeants doivent traiter la question des moyens accordés aux anciens présidents. Laurent Fabius, Premier ministre, fait connaître à Valéry Giscard d'Estaing par lettre le 10 janvier 1985 « *un certain nombre de règles fixant de manière permanente le statut dans la Nation des anciens présidents de la République* » ; ce statut est revu par le président Hollande en 2016³⁴. Le protocole de l'État rénové en 1989 donne aux anciens présidents de la République la cinquième place dans les cérémonies officielles³⁵. Comme le prévoit le deuxième alinéa de l'article 56 de la Constitution, le président Giscard d'Estaing siège au Conseil constitutionnel – sauf lorsqu'il sera en même temps député (1984-1989 et 1993-2002) ou membre du Parlement européen (1989-1993) - mais



Conférence de VGE à l'ENA à
Strasbourg – 9 mars 2009.

PRÉFACE

se montre réservé sur l'instauration des questions prioritaires de constitutionnalité.

Après l'élection présidentielle de 1995, qui marque la fin de ses espoirs de retour au premier plan de la vie politique française, l'ancien président de la République se consacre essentiellement à la cause européenne. Parce qu'il veut ardemment la faire partager aux jeunes générations, il se rend à cinq occasions à l'ENA à Strasbourg. Le 13 juin 1996, à l'invitation du directeur, son ami le préfet Raymond-François Le Bris, Valéry Giscard d'Estaing s'exprime devant la promotion Marc Bloch. Le 23 février 2005, en qualité de président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, il présente le projet de Constitution européenne. Le 28 octobre 2005, cinq mois après le « non » français au référendum sur la Constitution européenne, qui l'a tant déçu, l'ancien élève de la promotion « Europe » est encore là pour convaincre : il participe à un colloque organisé par l'ENA et l'AAEENA sur le thème « *L'Europe: quelle gouvernance pour quel projet ?* ».

En 2009, à la demande de Bernard Boucault, directeur de l'ENA, il parraine le Cycle des hautes études européennes (CHEE) de l'ENA. Le 9 mars, il débat sur « l'état de l'Europe » avec les élèves de la promotion Emile Zola « mes camarades de l'ENA, mes collègues dans la durée sinon de génération » ; il leur dit garder un « bon souvenir de l'ENA, bien que l'enseignement fût à l'époque marxisant et bureaucratique » et note que « depuis, l'Ecole a bien changé ». Il leur confie avoir « approuvé le transfert de l'Ena à Strasbourg, sur le Rhin, au cœur d'un grand sillon historique et culturel, si important pour l'Europe ».

Aux élèves de l'INET³⁶, également présents dans l'amphithéâtre Debré, il expose ses réflexions d'ancien président du conseil régional d'Auvergne sur les relations avec l'administration. Le 10 mars, l'ancien président du groupe libéral au Parlement

européen fait visiter aux auditeurs du Cycle des hautes études européennes le Parlement de Strasbourg ; parrain très actif de cette promotion du CHEE, il la rencontre à plusieurs reprises et préside la remise des diplômes dans les locaux parisiens de l'ENA³⁷. Valéry Giscard d'Estaing revient à l'ENA - pour la dernière fois - le 25 novembre 2011 prononcer la conférence inaugurale du séminaire franco-allemand des Entretiens de Strasbourg. Il montre beaucoup de plaisir à ces contacts. En 2019, il fait entrer au conseil d'administration de sa fondation Etienne de Poncins (promotion Jean Monnet) et Lucas Paszkowiak (promotion Clemenceau).

L'ancien élève de l'ENA n'exige pas seulement de l'administration qu'elle soit plus attentive au peuple et au sol, il veut aussi la « perfectionner »

Ses derniers sentiments sur les énarques – et les polytechniciens –, l'ancien président de la République les a exprimés quelques mois avant son décès. Rendant hommage à son ancien directeur de cabinet adjoint aux Finances Paul Mentré (promotion Alexis de Tocqueville), disparu le 3 janvier 2020, il observe : « *Polytechnicien et énarque,*

inspecteur des finances, il incarne mieux que personne l'élite administrative et économique de notre pays, force sans pareille dans les périls de notre monde actuel »³⁸. Ecrits en un temps où les élites sont particulièrement mises en cause dans le débat public, ces mots traduisent bien l'estime et la reconnaissance qu'à la fin de sa vie le président Giscard d'Estaing continuait à porter à ses deux écoles, et donc à l'ENA, au nom d'une valeur qu'il a toujours incarnée : l'excellence.

¹Décret n° 48-1141 du 19 juillet 1948 portant modification du décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945.

²Les élèves de l'ENA étaient alors répartis entre quatre sections : outre les deux citées, la section d'administration générale et la section des affaires extérieures.

³Nommé à la tête de l'X par le général de Gaulle, Pierre Brisac faisait valoir qu'avant la création de l'ENA des diplômés de Polytechnique pouvaient entrer directement à la Cour des comptes et à l'Inspection des finances.

⁴Journal officiel, 21 juillet 1948, p. 7125.

⁵Dossier transmis par l'École polytechnique à l'ENA, 1948.

⁶Note du directeur de l'École à M. André Bertrand, directeur des études, 4 août 1948.

⁷V. Comité d'histoire de l'École nationale d'administration, *Cahiers pour une histoire de l'ENA, Promotion Europe*, n° 9, La documentation française, 2016. Plusieurs informations données ici sur la scolarité de cette promotion sont issues de ce cahier.

⁸Rapport du directeur des stages au directeur de l'ENA sur les élèves « en stage SARRE ».

⁹Procès-verbal du Conseil d'administration de l'ENA du 17 septembre 1949, p.4.

¹⁰Décret n° 45-2288 du 9 octobre 1945, art. 26.

¹¹Eric Roussel, *Valéry Giscard d'Estaing*, L'Observatoire, 2018, p. 63.

¹²Ibidem, p.62.

¹³Et non sixième, comme cela a souvent été écrit (confusion probable avec son rang d'entrée à l'X). Michel Massenet est deuxième, André Chafanel troisième, Philippe Lacarrière cinquième.

¹⁴De 1951 à 1962 cette voie d'accès n'attire guère les polytechniciens; il fallut même l'élargir au premier tiers du classement de sortie de l'X. A partir de 1963 – est-ce l'effet de la nomination du premier polytechnicien-énarque au ministère des finances ? -, les deux postes ouverts sont systématiquement demandés et pourvus. L'accès direct sera cependant supprimé par le décret n° 86-1106 du 13 octobre 1986.

¹⁵Procès-verbal du Conseil d'administration de l'ENA du 13 avril 1951, p. 6 et 7. Deux élèves seront retenus.

¹⁶Le directeur de cabinet d'Edgar Faure est Jacques Duhamel (promotion France combattante), maître des requêtes au Conseil d'Etat.

¹⁷Le seront après lui: Jacques Chirac (promotion Vauban), François Hollande (promotion Voltaire) et Emmanuel Macron (promotion Léopold Sédar Senghor).

¹⁸L'ont précédé à cette fonction Sadi Carnot et Albert Lebrun.

¹⁹Futur directeur de l'ENA (1988-1992), il démissionnera lors du transfert de l'École à Strasbourg.

²⁰Le chef de cabinet reçoit également les attributions traditionnelles du directeur de cabinet, dont le poste est supprimé: V. Philippe Sauzay, « Servir l'Etat, de Malraux à Valéry Giscard d'Estaing », *S'informer pour gouverner*, dir. L. Coste. Centre d'études des mondes moderne et contemporain, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2020, p.275.

²¹Yves Cannac, interview à *L'Opinion*, 2 août 2019.

²²Frédéric Tristram, « Un instrument politique mal assumé ? L'entourage de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée de 1974 à 1981 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n°8, 2009, p. 5 et 6.

²³Le président Mitterrand nommera en 1987 Marceau Long vice-président du Conseil d'Etat; en 1983, il avait nommé un autre élève de la promotion Europe, André Chandernagor, premier président de la Cour des comptes.

²⁴A l'exception du général de Gaulle visitant l'École le 17 novembre 1959, aucun président de la Cinquième République en exercice n'est venu à l'ENA.

²⁵L'Institut sera dissous en novembre 1981. V. Alexandre Moatti, « L'Institut Auguste Comte (1977-1981) ou l'élite en son miroir », *Bulletin de la Société des amis de la Bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique*, n° 65, 2020, p. 141-151.

²⁶Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Fayard, 1976, p. 146.

²⁷Loi n° 75-599 portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, art. 1^{er}.

²⁸Elle sera également la première femme nommée préfet par le président Mitterrand en 1981.

²⁹« Vivre ensemble », La Documentation française, 1976.

³⁰Sur tous ces sujets, V. Philippe Ratte, *Valéry Giscard d'Estaing, L'autre grand président*, Odile Jacob, 2020.

³¹Danièle Lochak, « L'administration dans les discours des présidents de la Vème République », *Discours et idéologie*, Centre universitaire de recherches administrations et politiques, PUF, 1980, p. 62.

³²Simon Nora sera nommé directeur de l'ENA par le président Mitterrand en 1982.

³³Vœux aux Corps constitués, 2 janvier 1981.

³⁴Décret n° 2016-1302 du 4 octobre 2016.

³⁵Décret n° 89-655 du 13 septembre 1989, art. 2.

³⁶Institut national d'études territoriales, installé également à Strasbourg.

³⁷La présidente de la République d'Estonie, Kersti Kaljulaid, à son tour marraine du CHEE en 2019, a twitté le 3 décembre 2020: « Notre grand Européen est parti. Adieu Valéry Giscard d'Estaing! Merci à @Ena.fr de nous avoir réunis ».

³⁸Valéry Giscard d'Estaing, « Pour Paul Mentré (1935-2020) », *Commentaire*, n° 169, printemps 2020, p. 232-233.

CONCLUSION

Les objectifs que le rattachement économique de la Sarre à la France se propose d'atteindre - celui d'assurer la mise en commun des ressources des deux pays et celui d'élargir les marchés offerts à leurs productions respectives - sont identiques à ceux que les nations d'Europe Occidentale s'efforcent aujourd'hui de réaliser.

L'action entreprise en Sarre, en précédant ainsi l'intervention de mesures générales, constitue pour elles, sinon un exemple, du moins une source d'enseignements précieux. Deux motifs en limitent cependant la portée.

Le rattachement économique a été entrepris au lendemain d'une guerre qui a marqué profondément, dans les idées et dans les faits, les deux pays en cause.

De plus, les puissances économiques et politiques de la Sarre et de la France sont très inégales. Aussi la formule recherchée n'a pas été celle d'une union véritable, comportant de part et d'autre des engagements équivalents, mais celle de l'adaptation de la vie économique sarroise aux données de la vie économique française.

L'expérience conduite en Sarre depuis deux ans n'en a pas moins permis d'apprécier la valeur des solutions qui y ont été soumises à l'épreuve des faits.

Elle a rappelé enfin les conditions indispensables au succès d'un effort de rapprochement entre deux pays: leur confiance réciproque, et leur volonté commune d'aboutir.

"Le rattachement économique de la Sarre à la France". Mémoire de stage de Valéry Giscard d'Estaing, 1949.